

Il est urgent de retrouver l'espoir



Stratégie

Roland Héguy
Président
confédéral
de l'UMIH

Lors de notre congrès 2018, nous avons tenu notre objectif de présenter un plan pour sortir notre secteur de la crise du recrutement. Nous avons exposé nos propositions au secrétaire d'État Jean-Baptiste Lemoyne qui leur a fait le meilleur accueil.

Dans le contexte de tensions sociales que l'on connaît, notre proposition de revenir à l'esprit de la loi Godart, mériterait d'être appliquée rapidement pour notre secteur. De la sorte, une partie variable indexée sur les ventes serait intégrée aux rémunérations. Tous nos salariés, en contact ou non avec la clientèle, bénéficiant ainsi automatiquement du développement de l'activité. L'UMIH étudie par ailleurs un nouveau type de contrat de travail plus flexible, plus simple, plus sécurisant, qui évitera la surtaxation des contrats courts tout en combattant la précarité.

Par ailleurs, je ne peux qu'approuver la mesure annoncée le 10 décembre par le Président de la République d'appliquer une franchise fiscale et sociale totale, patronale comme salariale, sur les heures supplémentaires. C'est ce que nous avons proposé lors de notre dernier congrès. Ce dispositif a existé dans le passé. Il permettra de regagner immédiatement du pouvoir d'achat et pourra s'ajouter à la prime de fin d'année défiscalisée proposée par le Président de la République ainsi qu'à l'augmentation du SMIC.

Les Gilets jaunes ont exprimé une colère que nous comprenons d'autant mieux que nos entreprises, et nos salariés, subissent eux aussi l'injustice fis-

cale. On repousse depuis 30 ans la crise et les réalités socio-économiques, elles nous ont rattrapés. Mais le mouvement paraît aujourd'hui débordé, incontrôlé et les concessions faites, d'un coût de 10 milliards, justifient l'arrêt immédiat des manifestations. Décembre s'annonce déjà désastreux et il faudra des mois pour reconstruire l'image touristique accueillante de la France. J'assure ceux qui ont eu à subir la violence des casseurs de ma solidarité.

Et pour nous qui sommes en pointe contre l'injustice fiscale, c'est l'occasion de rappeler que toutes les entreprises qui gagnent de l'argent en France doivent y acquitter l'impôt, à commencer par les géants de l'internet. Leur activité va connaître une croissance continue et l'équité exige que des dispositifs fiscaux soient mis en place pour qu'ils contribuent aux charges publiques à la hauteur de leur revenu sur notre territoire. Sans parler du développement accéléré de l'intelligence artificielle dans nos métiers. Il faudra bien que les robots paient des impôts pour tous ceux dont ils auront détruit l'emploi. De telles questions rendront vite les problématiques actuelles sans objet. L'État et nous-mêmes devons agir sans tarder pour encadrer ces évolutions profondes de notre environnement. ■

MALGRÉ TOUT...
JE VOUS SOUHAITE A TOUTES ET
A TOUS DE TRÈS BONNES FÊTES...